

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
Colloque du 13 avril 2023



Colloque « LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE »

Jeudi 13 avril 2023

9h30-12h00 ; 14h00-17h00.

Salle des séances, Académie d'agriculture de France, 18 rue de Bellechasse
75007 Paris

et en direct sur la chaîne Youtube

<https://www.youtube.com/@academiedagriculturededefran2152>

Organisation **AAF** Académie d'agriculture de France, **AEHA** Association pour l'étude de l'histoire de l'agriculture et le Comité d'histoire de l'**IGEDD** (Inspection générale de l'environnement et du développement durable, ex GGEDD).

Contacts : pierre.delporto@gmail.com marc.desportes@developpement-durable.gouv.fr

Avoir faim : ancestrale, l'appréhension était planétaire. L'Occident pensait l'avoir vaincue, mais la pandémie du coronavirus, la perturbation des échanges, le renchérissement des céréales, le décalage des semailles en raison des circonstances militaires ou des calamités météorologiques ont montré la fragilité de cette certitude : une nourriture abondante, accessible au consommateur et rémunérant correctement producteurs et négociants.

Cette Journée d'Études répond donc à quatre questions :

- ✓ Comment a-t-on évité les famines et les disettes sinon dans le monde, du moins en Europe ?
- ✓ Quelle part revient aux pouvoirs publics dans l'instauration d'une relative sécurité alimentaire ?
- ✓ Quelle part revient aux producteurs, aux négociants, aux habitants, qui ont introduit, proposé et adopté de nouvelles plantes ?
- ✓ Enfin, jusqu'où pousser l'innovation, sachant qu'il existe des limites culturelles à l'acceptabilité des produits à base d'insectes ou de synthèses ?

Au XVIIIème siècle, l'essor des échanges nationaux permit de compenser des récoltes détruites dans quelques provinces. Au XIXème siècle, l'essor des échanges coloniaux permit de diffuser des produits réservés aux élites sociales. Ces progrès n'allèrent pas sans appropriation de terres, aménagement de canaux, établissement de routes, mises en culture d'espaces qui avaient été forêts ou marais. Oui, la volonté d'accroître les volumes récoltés et

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE Colloque du 13 avril 2023

de diversifier les ressources alimentaires constitua un puissant moteur de transformations environnementales.

On découvrit alors leur revers : avec les denrées nouvelles arrivaient les ravageurs nouveaux. Certains pouvaient anéantir des productions vitales. Confrontés à la famine, les hommes partaient en quête d'une vie meilleure dans d'autres contrées, voire d'autres continents. On découvrit aussi que les guerres avaient le même effet : elles signifiaient rationnements et spéculations, importation de ravageurs et migration de populations. Après 1945, la création de la FAO visait à éradiquer les pénuries alimentaires. L'intensification de l'agriculture répondit à cet objectif.

La définition de la « sécurité alimentaire » semblait claire : elle était atteinte lorsque tous les habitants obtenaient « une nourriture *suffisante, saine et nutritive*, leur permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires ». Trois adjectifs qui concernaient la quantité d'aliments requise. Sauf que celle-ci n'est jamais garantie. D'où l'émergence d'un nouveau concept : la « souveraineté alimentaire » : il est du devoir de chaque État de protéger ses productions et ses échanges en vue de l'autonomie alimentaire et du développement durable.

La page serait-elle tournée d'une mondialisation à priori bienfaitrice ? Voilà qui fera débat sans doute...

Programme

9H30 – Accueil / Introduction

Constant LECOEUR Secrétaire perpétuel de l'Académie d'agriculture,
et **Marc DESPORTES**, Secrétaire délégué du Comité d'histoire du ministère de la Transition écologique IGEDD



Ingénieur agronome ENSA Nancy (1968), ingénieur du corps d'agronomie ENSSAA Dijon (1972)
Conseiller technique du Directeur général de l'enseignement et de la recherche Ministère de l'agriculture (1986)
Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de l'Aube (1990), puis de l'Oise (1996). Président de la section « Recherche, formation et métiers » du Conseil général de l'agriculture, de l'alimentation et des espaces ruraux de 2007 à 2013.



Ingénieur en Chef des Ponts, des Eaux et des Forêts, Docteur en Aménagement et en Urbanisme, HDR. Aujourd'hui secrétaire délégué du Comité d'histoire du ministère de la Transition écologique, Marc Desportes a exercé des fonctions dans les domaines de l'urbanisme et de la maîtrise d'ouvrage. Il a notamment publié *Paysages en mouvement. Transports et perception de l'espace XVIIIe – XXème siècle* (Gallimard, 2005).

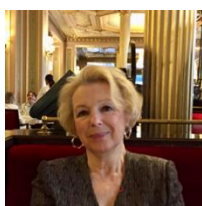
Président de séance : Nadine **VIVIER**, vice-présidente de l'AEHA

SESSION 1

La peur de manquer

La Faim en France, 17ème-18ème siècles.

Andrée **CORVOL**, Directrice de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), présidente de l'AEHA.



Directrice de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) depuis 1985, Andrée Corvol a fondé le Groupe d'histoire des forêts françaises (GHFF). Dans les années 1990, vice-présidente de l'Union internationale des Instituts de recherche forestière (IUFRO) et de l'Association internationale des Entretiens écologiques (AIDEC), elle fait partie du Conseil scientifique de l'Office national des forêts (ONF). Dix ans plus tard, elle est élue à l'Académie d'Agriculture, couronnement d'une carrière consacrée à l'Arbre et à la Forêt, en rapport avec l'économie, l'environnement, les civilisations et les mentalités.

En témoignent ses nombreux articles et ouvrages. Citons quelques livres :
L'Homme et l'Arbre sous l'Ancien Régime, Paris, Économica, 1984, 757 p.
L'Homme aux bois : histoire des relations de l'homme et de la forêt, XVIIe-XXe siècle, Paris, Fayard, 1987, 585 p. Prix Jean Sainteny, Fondation de la Nature ; Prix Sully Olivier de Serres, Ministère de l'Agriculture.
 (Sous la dir. de), *Les Forêts dans l'Occident, du Moyen Age à nos jours*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2004, 300 p.

Entre 1601 et 1750, les Français n'ont pas écrit un seul ouvrage dont l'agriculture fut l'objet ; ils ont republié ou imité la *Maison rustique* d'Estienne et Liébault en oubliant trop vite le *Théâtre d'Agriculture*. En fait, si l'on excepte l'art des jardins, des chasses et des forêts, la nullité de la littérature et l'immobilisme des techniques ont de quoi surprendre au moment où florissait la littérature agronomique anglaise, nourrie de l'expérience nationale des enclosures et de l'importation des méthodes flamandes.

Cela n'empêchait pas les économistes d'alors et les hagiographes du roi de décrire l'abondance naturelle dont jouissait leur pays, le plus riche et le plus peuplé du continent : les plus acerbes limitaient la critique à la dénonciation du prélèvement fiscal et à l'utilité d'une réforme fiscale.

C'était à croire que la faim ne frappait pas des millions de régnicoles, victimes de vingt-cinq ans de guerre ouverte, précédés par dix ans de guerre couverte sans compter les révoltes provinciales et les contestations internes : tout passage de troupes, tout exode d'hommes amenait son lot d'épidémies, d'assassinats, d'incendies et de pillages. Une fois la soldatesque partie, on enterrait les morts et l'on déplorait la faim ; certains tentaient leur chance au loin, mendiant le long des routes et gonflant la population des villes.

Avec des hauts et des bas, au rythme des saisons et au gré de la météo, cette situation perdura jusqu'au renversement de conjoncture : l'entrée dans ce « beau » XVIIIème siècle, entre dernière attaque de peste et arrivée d'une nouvelle guerre. On eut encore des disettes, mais la page des grandes famines était tournée.

Dix ans de complicité avec le Châtaignier.

Jean Robert **PITTE**, membre de l'Institut, Président de la Société de Géographie.



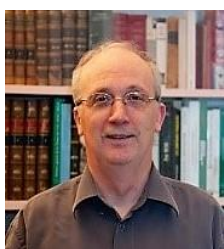
Devenu assistant en géographie à l'université Paris-Sorbonne en 1974, je me mis en quête d'un sujet de thèse d'Etat, selon la tradition en usage à cette époque. Je souhaitais travailler en géographie historique sur le monde rural français ou européen, de préférence sur la vigne et le vin, et m'en ouvris au Professeur Xavier de Planhol avec qui j'avais préparé ma thèse de III^{ème} cycle sur la Mauritanie. Il me dissuada de choisir un sujet viticole, m'affirmant - à tort ! - qu'il n'y avait rien de neuf à découvrir depuis la magistrale synthèse de Roger Dion. En revanche, il m'expliqua que la géographie et l'histoire du châtaignier demeuraient pleines de mystère. J'entrepris donc une recherche d'une dizaine d'années au cours de laquelle je découvris que l'approche biogéographie du sujet ne menait pas très loin. Au fil des années, je parvins à comprendre que les châtaigneraies avaient été plantées, certes dans les milieux pédologiques et climatiques leur convenant, mais là où la nécessité alimentaire et donc démographique l'imposait. Je résumerai dans cette communication les principales étapes de ma recherche dont la principale fut la découverte en 1976 d'un plan cadastral datant de 1774 aux archives de l'Ardèche.

SESSION 2

La volonté de réguler

Spéculation et stockage des grains au XVIII^{ème}. Chartres 1748-1790.

Gérard **BÉAUR**, Directeur de recherche au CNRS, Directeur d'études à l'EHESS.



Gérard Béaur a obtenu et présidé des programmes de recherche internationaux parmi lesquels le COST A35 sur les Sociétés Rurales Européennes. Il en est issu une collection d'ouvrages qu'il dirige : *Rural History in Europe* (Brepols) depuis 2008. Il a été président de l'European Rural History Organisation (EURHO) de 2019 à 2022. Il a aussi présidé l'Association Française des Historiens Économistes. Pour son œuvre importante en histoire rurale, il a reçu la Médaille d'or de l'Académie d'Agriculture (2016)

Les crises d'Ancien Régime ont fait couler beaucoup d'encre et on peut admettre que leur déroulement et leurs conséquences sont assez bien connues. Les défaillances répétées de la production céréalière et la flambée des prix du blé qui les accompagnaient ont suscité, il est vrai, des interprétations divergentes ou complémentaires. D'un côté, ce n'est pas tant l'insuffisance de la production qui rend la situation si grave que l'insuffisance des revenus dont disposent les « consommateurs » pour faire face à la montée des prix. Cependant, d'un autre côté, l'accent a été largement mis sur la spéculation nourrie par les manœuvres des fermiers qui retiennent les blés et provoquent la pénurie, surtout au moment de la soudure, et plus particulièrement lorsque la moisson est/ou s'annonce mauvaise.

Cette intervention a pour but de revenir sur cette dernière question, en se plaçant du point de vue des acteurs qui disposent de surplus commercialisables et en s'appuyant, à la fois sur la littérature et sur le cas du marché de la ville de Chartres. Il s'agit d'interroger, successivement, la réalité de cette fameuse soudure telle qu'elle apparaît, ou n'apparaît pas, à travers l'examen du mouvement saisonnier des prix ; le degré d'évidence de cette spéculation biaisée par des effets d'anticipation et handicapée par des contraintes matérielles et humaines ; les obstacles dirimants que génèrent ces pratiques de stockage et qui risquent bien de ruiner l'efficacité du jeu de casino auxquels sont censés se livrer les fermiers.

Ravitailer pendant les guerres mondiales : un enjeu politique entre rationnement et marché noir.

Alain **CHATRIOT**, professeur des universités en histoire contemporaine, à Sciences-Po Paris



D'abord chargé de recherches au CNRS, il a mené des travaux d'histoire politique de la France en particulier sur les politiques publiques du travail et des marchés agricoles. La médaille de bronze du CNRS pour les jeunes chercheurs lui est décernée en 2009. Il est l'auteur entre autres de *La politique du blé. Crises et régulations d'un marché dans la France de l'entre-deux-guerres*, Paris, IGPDE/CHEFF, 2016. Depuis 2015, élu professeur des universités à Sciences-Po, il mène actuellement des recherches sur l'approvisionnement alimentaire et les questions agricoles pendant la Première Guerre mondiale.

La question alimentaire est posée durant les conflits mondiaux du XXe siècle de manière très nette et très politique. On l'illustre à travers une réflexion sur l'expérience française de la Première Guerre et de la Seconde Guerre mondiale. Dès 1914, l'approvisionnement en vivres pour les troupes et pour l'ensemble de la société amène les pouvoirs politiques à toute une série de mesures qui vont jusqu'à l'établissement de cartes de sucre et de pain la dernière année du conflit. Le rationnement s'établit à une autre échelle avec l'Occupation allemande du territoire en 1940 et la réponse des Français passe alors par un développement du marché noir. Sur ces sujets en apparence connus, les recherches historiques des dernières décennies ont apporté du neuf.

Questions - réponses

Pause déjeuner, libre.

14H00

Président de séance : Jean Robert **PITTE**

SESSION 3

L'impact des échanges mondiaux

Les ravages de la maladie de la pomme de terre en Europe en 1846-50.

Nadine **VIVIER**, professeur émérite des universités en histoire contemporaine.



Nadine Vivier a étudié les sociétés rurales de France et d'Europe occidentale de 1750 à nos jours. Elle a publié des ouvrages sur les propriétés privées (le cadastre) et collectives (les biens communaux), sur le rôle de l'Etat (les enquêtes agricoles) et sur la diffusion du progrès agricole (élites et progrès agricole, enseignement agricole et sociétés savantes). Elle a participé à de nombreux projets européens d'étude des sociétés rurales, dans une perspective comparatiste

En 1845 un champignon venant d'Amérique, le *phytophthora infectans*, commence à se répandre en Europe, détruisant les plans de pomme de terre. La chute des quantités récoltées en 1846 affecte d'autant plus la sécurité alimentaire que les intempéries ont nui au blé et au seigle. Nous nous interrogerons sur les mesures prises pour remédier à la pénurie, dans un contexte international. Les pays d'Europe occidentale ont été très diversement atteints, aussi les conséquences ont été inégales sur les prix, le commerce, la démographie et sur la vie politique, point encore très débattu.

Développer les productions alimentaires dans les colonies : le projet d'Albert Sarraut.

Dominique **LASSERRE**, chargé des ressources documentaires patrimoniales au CIRAD .



Diplômé en sciences politiques de l'Institut d'études politiques de Bordeaux et de l'université Paris 1 - Panthéon Sorbonne, Dominique Lasserre travaille depuis 1992 au CIRAD dans le secteur de l'information scientifique et technique (édition et information-documentation) et a exercé des activités de veille sur l'actualité des productions agricoles des pays du Sud. Actuellement chargé de ressources documentaires patrimoniales à la Bibliothèque historique du CIRAD, il valorise les travaux en agriculture tropicale menés dans les anciennes colonies françaises et étrangères.

Durant les deux décennies séparant les deux conflits mondiaux, les pouvoirs publics français ont manifesté une volonté d'intervention forte dans l'économie des colonies de l'empire. Dans sa présentation, devant la Chambre des députés, d'un « programme général de mise en valeur des colonies françaises » (1921), le ministre des colonies Albert Sarraut émettait le vœu de

limiter la dépendance nationale en denrées agricoles par l'importation directe en provenance des colonies. La politique économique impériale des années 1930, qualifiée d'« économie dirigée » par le même A.Sarraut, illustre le renforcement accru de l'intervention de l'Etat français dans les productions et les échanges de produits agricoles comme l'arachide, le café, le cacao et la banane. Nous nous proposons d'examiner dans quelle mesure cette politique, favorable aux cultures d'exportation, a bénéficié à la sécurité proprement alimentaire des populations.

Questions - réponses

TABLE RONDE

De la sécurité à la souveraineté alimentaire

Les ressources en eau, gestion de la biodiversité : réorientation de choix vers des cultures moins exigeantes et des races animales plus rustiques , les changements climatiques.

Animation : Emmanuelle **DUCROS**, journaliste chroniqueuse



Emmanuelle Ducros est journaliste chroniqueuse pour le quotidien l'Opinion, qui fête ses dix ans. Elle est spécialiste des questions agricoles et agroalimentaires.

- Bruno **CINETTI** Président de la section milieux, ressources et risques (MRR) de l'IGEDD



Directeur départemental des territoires des Yvelines, Directeur général adjoint de l'agence de l'eau Adour - Garonne, Directeur départemental délégué DRAF Alsace et DDAF Bas-Rhin, Directeur du centre régional de la propriété forestière Nord - Pas-de-Calais- Picardie, Adjoint au directeur régional de l'environnement de Champagne-Ardenne, chef du service de l'eau et des milieux naturels, Chargé de mission au cabinet du directeur général de l'Office national de la chasse, conseiller technique pour les affaires juridiques (police de la nature), Chargé de la communication et de la valorisation des statistiques forestières - ministère de l'Agriculture, Chargé de la mise en place de la formation des ingénieurs forestiers au centre de Nancy de l'École nationale du Génie rural, des eaux & des forêts, Chef de Division de l'Office national des forêts (ONF) à Château-Salins (Moselle). Auteur d'une centaine d'articles scientifiques, techniques, économiques, juridiques ou de vulgarisation, seul ou avec co-auteur(s), dans diverses revues ; et d'un ouvrage (édité en 1997 et réédité en 2018) : CINOTTI, B., 2018 - Eaux & Forêts : des fonctions de police judiciaire au service de la nature - Nouvelle édition - AgroParisTech, 119 p.

- Jean Robert **PITTE**, membre de l'Institut, Président de la Société de Géographie
- Etienne **VERRIER**, professeur en génétique animale AgroParisTech .



Etienne Verrier est Docteur de l'Institut national agronomique Paris Grignon devenu AgroParisTech . Il y exerce depuis 1984 des fonctions d'enseignement et de formation spécialisés sur la génétique animale et ses évolutions par rapport aux nouvelles technologies et méthodes récentes de la sélection animale.

Très impliqué dans les relations Enseignement supérieur - Recherche - Structures professionnelles, Etienne Verrier est élu, et souvent préside ou intervient en expert dans plusieurs organismes nationaux de recherche, de sélection animale, tels les équins, bovins mais aussi autres espèces et programmes de conservation de la Biodiversité et de la variabilité génétique des petites populations, si utiles.

On lui doit de très nombreuses publications à caractère scientifique, ou ethnographique, et des interventions fréquentes au niveau de congrès internationaux ou via les nouveaux réseaux de communication. Etienne Verrier préside depuis 2018 la Société d'Ethnozootecnie (Patrimoines et savoirs en élevage, sauvegarde des races à petits effectifs, filières locales).

CONCLUSIONS

*Les actes du Colloque feront l'objet d'une publication dans la revue « **Pour Mémoire** » en ligne sur le site internet de l'IGEDD*

<https://www.igedd.developpement-durable.gouv.fr/pour-memoire-revue-du-comite-d-histoire-du-r160.html>

ainsi que sur le site de l'Académie d'agriculture de France :

<https://www.academie-agriculture.fr/actualites/academie/colloque>

Vous retrouverez les enregistrements sur notre chaine YouTube :

<https://www.youtube.com/@academiedagriculturededefran2152/streams>

Contacts : pierre.delporto@gmail.com marc.desportes@developpement-durable.gouv.fr